

**ASSOCIATION SPA DE BORDEAUX ET
DU SUD OUEST
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2025**

361 Avenue de l'Argonne

33700 MERIGNAC



10 rue Furtado
33800 BORDEAUX
Tél. 05 56 33 39 30
bordeaux@erecapluriel.fr

**ASSOCIATION SPA DE
BORDEAUX ET DU SUD OUEST**

361 Avenue de l'Argonne
33700 MERIGNAC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

A l'assemblée générale,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SPA DE BORDEAUX ET DU SUD OUEST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

III – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, notamment en ce qui concerne le traitement comptable des legs reçus par l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précisée ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

IV – Vérifications spécifiques

Le rapport financier ne nous ayant pas été communiqué, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de

l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de

mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BORDEAUX, le 29 Mai 2026

EPA & ASSOCIES

Commissaire aux comptes

Isabelle ERRARD

Associée



COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATION

Présenté en Euros

Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
---	---	-----------	---

PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations	38 197	30 336	7 861	25.91
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	309 429	291 131	18 298	6.29
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	683 267	603 097	80 170	13.29
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	260 844	199 238	61 606	30.92
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie	612 099	343 578	268 521	78.15
. Contributions financières				
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	6 800	11 149	- 4 349	-39.01
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles	94 780		94 780	N/S
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	3 707	67 329	- 63 622	-94.49
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	2 009 124	1 545 857	463 267	29.97

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	507 214	706 607	- 199 393	-28.22
Aides financières	140 394		140 394	N/S
Impôts, taxes et versements assimilés	53 043	45 876	7 167	15.62
Salaires et traitements	748 329	696 483	51 846	7.44
Cotisations sociales	201 677	158 108	43 569	27.56
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	177 259	357 483	- 180 224	-50.41
Dotations aux provisions		6 800	- 6 800	-100
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corpor. cédées				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	2 492	3 284	- 792	-24.12
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 830 408	1 974 640	- 144 232	-7.30

RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	178 716	-428 782	607 498	141.68
---	----------------	-----------------	----------------	---------------

PRODUITS FINANCIERS

De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	32 468	73 134	- 40 666	-55.60
Reprises sur dépréciations et provisions	2 157	17 885	- 15 728	-87.94
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	43 451	103 541	- 60 090	-58.03
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	78 076	194 560	- 116 484	-59.87

Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
---	---	-----------	---

CHARGES FINANCIÈRES

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions

Intérêts et charges assimilées

Différences négatives de change

Valeurs comptables des immobilisations financières cédées

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement

et d'instruments de trésorerie

	12 145	- 12 145	-100
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	12 145	- 12 145	-100

RESULTAT FINANCIER (III – IV)	78 076	182 415	- 104 339	-57.20
--------------------------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I – II + III – IV)	256 792	-246 367	503 159	204.23
--	----------------	-----------------	----------------	---------------

PRODUITS EXCEPTIONNELS	28 226	- 28 226	-100
-------------------------------	--------	----------	------

TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	28 226	- 28 226	-100
---	---------------	-----------------	-------------

CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 600	31 209	- 29 609	-94.87
--------------------------------	-------	--------	----------	--------

TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	1 600	31 209	- 29 609	-94.87
---	--------------	---------------	-----------------	---------------

RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 600	-2 982	1 382	46.34
---------------------------------------	---------------	---------------	--------------	--------------

Participation des salariés aux résultats (VII)

Impôts sur les sociétés (VIII)

	5 549	5 549	N/S
--	-------	-------	-----

Total des produits (I + III + IV)	2 087 200	1 768 644	318 556	18.01
-----------------------------------	-----------	-----------	---------	-------

Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 837 556	2 017 993	- 180 437	-8.94
---	-----------	-----------	-----------	-------

EXCEDENT OU DEFICIT	249 643	-249 350	498 993	200.12
----------------------------	----------------	-----------------	----------------	---------------

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature

Prestations en nature

Bénévolats

	103 169	103 169	N/S
--	---------	---------	-----

TOTAL	103 169	103 169	N/S
--------------	----------------	----------------	------------

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Secours en nature

Mise à disposition gratuite de biens et services

Prestations en nature

Personnel bénévole

	103 169	103 169	N/S
--	---------	---------	-----

TOTAL	103 169	103 169	N/S
--------------	----------------	----------------	------------

BILAN ASSOCIATION

Présenté en Euros

ACTIF

Exercice clos le
31/12/2025
(12 mois)

Exercice précédent
31/12/2024
(12 mois)

Variation

ACTIF IMMOBILISÉ

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Concessions, brevets, licences et valeurs simi	15 923	12 927	2 996	6 107	- 3 111
--	--------	--------	-------	-------	---------

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Terrains	267 053		267 053	267 053	
Constructions	1 215 254	634 857	580 397	594 788	- 14 391
Installations tech., matériel et outillage ind	1 773 148	1 259 853	513 295	555 358	- 42 063
Immobilisations corp. en cours, avances et aco	75 524		75 524	80 004	- 4 480
Biens reçus par legs ou donations destinés à ê	954 616	295 000	659 616	576 216	83 400

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Autres immobilisations financières				200 000	- 200 000
------------------------------------	--	--	--	---------	-----------

TOTAL (II)	4 301 519	2 202 637	2 098 882	2 279 526	- 180 644
-------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

ACTIF CIRCULANT

. Créances clients, usagers et comptes ratt	1 315		1 315	1 100	215
. Créances reçues par legs ou donations	45 557		45 557	53 809	- 8 252
. Autres créances	126 521		126 521	23 347	103 174
Valeurs mobilières de placement	3 265 926	12 939	3 252 987	3 151 175	101 812
Disponibilités	553 361		553 361	221 064	332 297
Charges constatées d'avance	1 857		1 857	1 803	54

TOTAL (III)	3 994 536	12 939	3 981 597	3 452 299	529 298
--------------------	------------------	---------------	------------------	------------------	----------------

TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	8 296 055	2 215 575	6 080 479	5 731 825	348 654
---------------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	----------------

BILAN ASSOCIATION(SUITE)

Présenté en Euros

PASSIF

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
. Réserves statutaires ou contractuelles	659 189	659 189	
. Réserves pour projet de l'entité	402 654	402 654	
Report à nouveau	3 826 182	4 075 532	- 249 350
Excédent ou déficit de l'exercice	249 127	-249 350	498 477
Situation nette (sous total)	5 137 153	4 888 026	249 127
Subventions d'investissement	173 908	189 211	- 15 303
TOTAL (I)	5 311 061	5 077 237	233 824
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations	560 765	319 218	241 547
TOTAL (II)	560 765	319 218	241 547
PROVISIONS			
Provisions pour risques		6 800	- 6 800
TOTAL (III)		6 800	- 6 800
DETTES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 775	67 912	- 28 137
Dettes des legs ou donations		111 399	- 111 399
Dettes fiscales et sociales	168 879	129 258	39 621
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		20 000	- 20 000
TOTAL (IV)	208 654	328 569	- 119 915
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	6 080 479	5 731 825	348 654
ENGAGEMENTS REÇUS			
ENGAGEMENTS DONNÉS			

ANNEXE

PRINCIPES - REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.
Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en Euros.

I – PRESENTATION DE LA SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA)

La Société Protectrice des Animaux (SPA) est une association de protection animale en France.
Ses missions consistent à :

- Lutter contre la maltraitance et les abandons,
- Recueillir et héberger les animaux abandonnés, perdus ou maltraités et leur trouver un foyer,
- Sensibiliser le grand public et en particulier les jeunes à la protection animale,
- Responsabiliser les propriétaires d'animaux,
- S'engager auprès des pouvoirs publics pour faire évoluer la cause animale.

II – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun événement ayant une incidence significative sur les états financiers et leur comparabilité par rapport à l'exercice précédent n'est à mentionner sur l'exercice.

III – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES GENERAUX

L'association a arrêté ses comptes de l'exercice 2025 en respectant les prescriptions du règlement ANC n°2014-03 du Plan Comptable Général et les prescriptions du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

En application de la loi n°91-772 du 7 août 1991 et de l'arrêté du 30 juillet 1993, portant sur les organismes faisant appel à la générosité publique, l'association a établi un compte d'emploi annuel des ressources qui fait partie intégrante de l'annexe aux comptes annuels. Celui-ci est établi conformément aux dispositions prévus dans le règlement ANC n°2018-06.

Le compte de résultat par origine et destination ainsi que le tableau de variation des fonds propres sont également partie intégrante de l'annexe aux comptes annuels conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC n°2018-06.

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. CHANGEMENT DE METHODE

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025 :

À compter du 1^{er} janvier 2025, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation :

- les produits de ces cessions figurent au poste « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles » pour 94 780,47 € ;
- les valeurs nettes comptables au poste « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées » pour 140 394,43 €.

Au 31 décembre 2024, les cessions et mises au rebut d'immobilisations sont enregistrées dans le résultat exceptionnel :

- les produits de cession figurent en « Produits exceptionnels » pour 86 000€ ;
- les valeurs nettes comptables en « Charges exceptionnelles » pour 67 500€.

Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Subventions » pour 15 303,32 €.

Au 31 décembre 2024, elles figurent en « Produits exceptionnels » pour 15 030,52 €.

Remboursement Adoption-Frais Vétérinaires

Au 31 décembre 2025, les remboursement des adoptions et des frais de vétérinaires, n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Remboursements Frais » pour 23 136,55€.

Au 31 décembre 2024, elles figurent en « Charges exceptionnelles » pour 28 208,60 €.

Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Au 31 décembre 2024, les « transferts de charges » inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 11 148,72 €. Ce montant comprend :

- 11 148,72 € liés à des charges de personnel, dont des indemnités journalières de sécurité sociale et des avantages en nature.

Le poste « Transfert de charges » étant supprimé dans le nouveau modèle du compte de résultat, la totalité de ce montant a été intégrée dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ».

Au 31 décembre 2025 :

- les indemnités journalières de sécurité sociale ainsi que les avantages en nature, pour un montant total de 6 453,61 €, sont enregistrés au crédit des comptes de charges de personnel initialement débités.

Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31/12/2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Dans la colonne comparative :

- les immobilisations incorporelles en cours sont regroupées avec les avances et acomptes ;
- les provisions, qui étaient présentées sur une seule ligne, sont désagrégées en distinguant les provisions pour risques et les provisions pour charges ;
- la ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;
- les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
- les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

3. MODE ET METHODE D'EVALUATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

➤ Immobilisations Incorporelles et Corporelles

✓ Coût d'entrée

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais d'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont comptabilisés directement en charges.

Les immobilisations corporelles reçues à titre gratuit sont estimées à leur valeur vénale.
dans les comptes de charges par nature.

✓ Amortissements et dépréciation de l'actif

Lorsque les éléments constitutifs d'un actif ont des utilisations différentes (composants), ils font l'objet, s'ils sont significatifs, d'une comptabilisation séparée et d'un plan d'amortissement spécifique.

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 05 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 50 ans
Agencement des constructions	de 10 à 20 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 20 ans
Matériel de transport	05 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 5 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

➤ Immobilisations Financières et Valeurs Mobilières de Placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les frais d'acquisition d'immobilisations financières sont comptabilisés en charges.

Une dépréciation est constituée lorsqu'à la clôture de l'exercice la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont enregistrés dans les comptes de charges par nature.

➤ Créances, Dettes et Liquidités

Les créances, dettes et liquidités sont évaluées pour leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire (en pratique la valeur probable de recouvrement) est inférieure à la valeur comptable.

➤ Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées en fonction du risque estimé par l'entreprise en tenant compte des derniers éléments connus à la date d'arrêté et conformément au principe de prudence.

La différence entre le risque estimé et le risque maximal, correspondant par exemple aux demandes des parties adverses en cas de litige, correspond à un passif éventuel mentionné en annexe du tableau des provisions pour risques et charges.

➤ Engagements en matière de retraite**Option retenue :**

Conformément au choix laissé par le Code de Commerce, l'entreprise ne comptabilise pas ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite en provision pour risques et charges mais mentionne son évaluation en engagements hors bilan, le montant est de 27 742,40 euros au 31/12/2025.

Méthode de calcul retenue :

Pour l'évaluation de ses engagements retraite, l'entreprise applique la recommandation ANC n° 2013-02.

Les indemnités de départ à la retraite sont estimées à partir de la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalué en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn-over et de survie.

Cette méthode retient comme base le salaire de fin de carrière.

Les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le taux d'actualisation retenu au 31/12/2025 est de 3,60%.

Les engagements sont évalués pour un âge de départ à la retraite au taux plein à 67 ans et incluent les charges sociales.

➤ Valorisation des contributions volontaires

Evaluation du bénévolat en 2025 s'élève à 72 381 euros contre 65 821 euros en 2024.

Ces valeurs sont constatées dans le poste « Abandons Frais Bénévoles »

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant

NOTES SUR LE BILAN ACTIF**ACTIF IMMOBILISE**

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 4 301 519 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	15 923			15 923
Immobilisations corporelles	4 089 579	445 216	249 199	4 285 595
Immobilisations financières	200 000		200 000	
TOTAL	4 305 502	445 216	449 199	4 301 519

Amortissements et provisions d'actif = 1 907 637 E

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 816	3 111		12 927
TOTAL I	9 816	3 111		12 927
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	620 466	14 391		634 857
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	1 130 966	100 166		1 231 132
Matériel de transport	17 206	2 920		20 126
Matériel de bureau et informatique	7 522	1 672	599	8 596
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	1 776 160	119 149	599	1 894 710
TOTAL GENERAL (I+II)	1 785 976	122 259	599	1 907 637

La provision pour dépréciation sur des biens destinés à être cédés d'une montant de 240 000 euros de l'année précédentes a été augmentée de 55 000 € en 2025.

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	1 315	1 315	
Autres créances			
Charges constatées d'avance			
TOTAL	1 315	1 315	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	126 436
TOTAL	126 436

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 061 844				1 061 844
Dont générosité du public					
Report à nouveau	4 075 532	-249 350			3 826 182
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-249 350	249 350	249 643		249 643
Dont générosité du public					
Situation nette	4 888 026		249 643		5 137 669
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	189 211			15 303	173 908
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	5 077 237		249 643	15 303	5 311 577
TOTAL dont générosité du public					

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds reportés concernent les legs, les donations reçues.

Les fonds reportés correspondent aux ressources qui ne sont pas encore disponibles pour la réalisation de l'objet de l'association mais qui le seront dans le futur.

Les fonds reportés sur legs et donations enregistrent, à la clôture de l'exercice, la part des ressources reçues en legs ou donations constatées en produits d'exploitation au cours de l'exercice qui n'est pas encore encaissée ou transférée sous déduction des passifs provenant des passifs provenant des legs ou donations non encore décaissés.

La contrepartie des fonds reportés enregistrés au titre des legs ou donations s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « legs, donation, assurance vie » (charge comptable).

Le montant des fonds reportés liés aux legs et donations de l'exercice N est rapporté au résultat sur les exercices suivants au fur et à mesure de la réalisation des libéralités avec comme contrepartie le compte « Utilisations de fonds reportés » (produit comptable).

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture
Legs POUILLY	35 500,00			35 500,00
Legs LAYLLE	47 000,00			47 000,00
Legs MONGOUR	65 949,00			65 949,00
Legs GIRODET	20 000,00			20 000,00
Legs ESPAGNET	10 375,00			10 375,00
Legs NAZALBAL	140 394,43		140 394,43	
Legs AMANIEU		268 940,70		268 940,70
Legs HUBER		100 000,00		100 000,00
Legs CRAYSSAC		13 000,00		13 000,00
TOTAL	319 218,43	381 940,70	140 394,43	560 764,70

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour litiges	6 800		6 800	
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL I	6 800		6 800	
Provision pour dépréciation	255 096	55 000	2 157	307 939
TOTAL II	255 096	55 000	2 157	307 939
TOTAL GENERAL (I+II)	261 896	55 000	8 957	307 939
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		55 000	6 800	
- financières			2 157	
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	39 775	39 775		
Dettes fiscales et sociales	168 879	168 879		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	208 654	208 654		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	12 676
Dettes fiscales et sociales	131 534
Autres dettes	
TOTAL	144 210

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Concours publics et subventions**

L'association a perçu pour l'année 2025 :

- 664 463,63 euros pour son activité fourrière auprès des Collectivités territoriales ;
- 3 500 euros de subvention d'équipements.

Legs, donations et assurances-vie

	Montants
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	131 541
Montant de la rubrique de produits « legs ou donations » définie à l'article 213-9	609 105
Prix de vente de biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	94 780
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	140 394
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	140 394
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	55 000
Report de fonds reportés liés aux legs ou donations	268 941
Solde de la rubrique	511 485

AUTRES INFORMATIONS**REMUNERATION DES DIRIGEANTS ELUS**

La présidente ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur fonction.

EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen est de 25 personnes sur l'année 2025.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 8 454 euros.

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals & cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de retraite	27 742
Médaille du travail	
Autres engagements	
TOTAL	27 742

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS :

Nature des engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals & cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Médaille du travail	
Legs PAILLET	5 352
TOTAL	5 352